



214 03 8

NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE

ST/ECA/INR/7
8 décembre 1982

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Deuxième réunion intergouvernementale d'experts
sur la mise en place d'une industrie sidérur-
gique dans la sous-région de l'Afrique de
l'Est et de l'Afrique australe

Addis-Abeba, 30 novembre - 4 décembre 1981

RAPPORT

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
A. PARTICIPATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX.....	1
B. ORDRE DU JOUR... ..	1
C. COMPTE RENDU DES DEBATS.....	2
Allocution d'ouverture.....	2
Présentation du rapport de la première réunion, suivie de délibération sur les questions soulevées à cette première réunion(point 4 de l'ordre du jour).....	2
Examen des documents sur la position des pays et exposé sur l'expé- rience algérienne dans le domaine du développement intégré de l'industrie sidérurgique en Algérie (point 5 de l'ordre du jour).....	3
Présentation des questions en suspens.....	8
D. RECOMMANDATIONS ADRESSEES A LA CINQUIEME REUNION DU CONSEIL DES MINISTRES DU MULPOC DE LUSAKA.....	10
Domaines de coopération.....	10
Modalités de la coopération.....	12
Mesures consécutives.....	12
E. ADOPTION DU RAPPORT ET CLOTURE DE LA REUNION.....	15

A. PARTICIPATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX

1. La deuxième Réunion intergouvernementale d'experts sur la mise en place d'une industrie sidérurgique dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe a été organisée par la Commission économique pour l'Afrique du 30 novembre au 4 décembre 1981, à Addis-Abeba (Ethiopie).

Participation

2. Ont participé à la réunion des représentants des Etats membres suivants : Ethiopie, Malawi, Ouganda, République-Unie de Tanzanie et Zimbabwe, et un consultant, M. Zerhouni Moustafa.

3. La réunion a élu à l'unanimité M. Charles O. Okui (Ouganda) en qualité de Président et M. Thomas S. Mercer (Zimbabwe), en tant que Rapporteur.

B. ORDRE DU JOUR

4. La Réunion a adopté à l'unanimité l'ordre du jour provisoire ci-après :

1. Ouverture de la réunion

- Allocution d'ouverture du Secrétaire exécutif de la CEA

2. Election du bureau

3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

4. Présentation du rapport de la première réunion, suivie de délibérations sur les questions soulevées à cette première réunion

5. Examen des documents sur la position des pays et exposé sur l'expérience algérienne dans le domaine du développement intégré de l'industrie sidérurgique en Algérie

6. Présentation des questions en suspens

a) Problèmes de transport qui se posent dans l'industrie sidérurgique et pour les matières premières et les produits

b) Cadre de coopération et principes de base pour la coopération

c) Modalités de la coopération

7. Recommandations adressées à la cinquième Réunion du Conseil des ministres des pays du MULPOC (Salisbury (Zimbabwe), 17-25 mars 1982/

a) Programme de coopération dans le domaine du développement de l'industrie sidérurgique dans la sous-région

b) Recommandations sur les attributions, l'organisation, le mandat et la composition du Comité ad hoc sur la mise en place d'une industrie sidérurgique dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, qu'il est envisagé de créer.

8. Questions diverses

9. Adoption du rapport et clôture de la réunion.

C. COMPTE RENDU DES DEBATS

Allocution d'ouverture

5. Dans son allocution, M. G. Kimani, Directeur de la Division mixte CEA/ONUDI de l'industrie, a déclaré que le Plan d'action de Lagos a pour objectif la réalisation du développement économique et social intégré, autonome et auto-entretenu; ce qui exige la mise en place d'une base industrielle tant qu'au niveau national que multinational en vue de répondre aux besoins de base des peuples africains.

6. Il a par ailleurs exprimé sa préoccupation de voir que, bien que l'Afrique soit très riche en matières premières, elle demeure l'une des régions les moins développées et n'entre que pour 1 pour cent dans la production industrielle mondiale. Il a exprimé l'espoir qu'avec la proclamation de la Décennie du développement industriel de l'Afrique, les Africains s'emploieront à transformer la structure industrielle actuelle en vue d'une meilleure intégration de l'industrie à l'ensemble des secteurs de l'économie.

7. Il a rappelé aux représentants certains problèmes qui se posent au développement de l'industrie sidérurgique en Afrique. Il a rappelé l'expérience égyptienne et a ensuite exprimé qu'il a fallu près de 25 ans à l'Egypte pour que l'industrie sidérurgique prenne sa forme moderne actuelle.

8. Le Directeur a rappelé l'expérience nouvelle qu'est la mise en place d'une industrie sidérurgique au Nigéria. Cette expérience permet de tirer quelques bonnes leçons. La première est que le lancement d'une industrie sidérurgique nécessite tout d'abord un cadre politique. La deuxième est qu'en l'absence d'un cadre institutionnel, le programme de mise en place d'une industrie sidérurgique ne peut pas démarrer. La dernière est que les institutions qui existent au moment où l'on décide du lancement d'un projet, ne disposent pas des moyens nécessaires pour assurer la coordination entre les différents organismes, laquelle coordination est indispensable si l'on veut parvenir à la mise en oeuvre du projet.

9. Il a conclu en rappelant aux représentants qu'il incombait à la réunion de formuler des recommandations à l'intention des Etats membres de la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe portant sur les nouvelles approches et les critères de décision à adopter en matière de développement de l'industrie sidérurgique dans la sous-région.

Présentation du rapport de la première réunion, suivie de délibérations sur les questions soulevées à cette première réunion (point 4 de l'ordre du jour)

10. Le rapport de la première réunion a été présenté par le Président et a été suivi par la présentation d'un compte rendu succinct sur les missions effectuées au Mozambique, en Zambie, à Maurice et en République-Unie de Tanzanie, conformément aux vœux exprimés à la première réunion et à l'issue desquelles, des rapports

par pays et/ou des renseignements supplémentaires avaient été fournis par Maurice, la République-Unie de Tanzanie, la Zambie et la Mozambique. Le rapport a été adopté sans amendement.

Examen des documents sur la position des pays et exposé sur l'expérience algérienne dans le domaine du développement intégré de l'industrie sidérurgique en Algérie (point 5 de l'ordre du jour)

a) L'expérience algérienne dans le domaine du développement intégré de l'industrie sidérurgique en Algérie

11. Dans son exposé sur l'expérience algérienne dans le domaine du développement intégré de l'industrie sidérurgique en Algérie, M. Zerhouni Moustafa, consultant, a déclaré que le lancement d'une industrie sidérurgique en Algérie répondait principalement à des considérations macro-économiques. Et partant, on a non seulement commencé à exploiter les minerais de fer algériens qui étaient jusque-là destinés à l'exportation, mais, fait plus important, à reconnaître le rôle stratégique de cette industrie de base et ses répercussions sur l'ensemble de l'économie. Ainsi, le critère des besoins du pays en acier n'avait guère pesé sur les décisions qui avaient été prises.
12. L'industrie sidérurgique algérienne avait commencé par produire des plats (400 000 tonnes par an) ce qui a permis le développement en aval d'un important secteur de transformation.
13. La deuxième phase visait à répondre aux besoins de l'industrie des hydrocarbures (100 000 tonnes par an de tubes spiraux laminés et 40 000 tonnes de tubes non soudés).
14. La dernière phase comportait la mise en place d'unités de production de barres (600 000 tonnes par an) dont la demande avait de loin dépassé l'offre.
15. Les projets futurs basés sur le procédé de réduction directe devront contribuer à répondre aux besoins en ce qui concerne toute une série d'étirés à l'exception des rails et des profilés lourds.
16. Au début, l'Algérie avait confié ses études générales de préinvestissement à des bureaux d'études techniques étrangers auxquels s'étaient associés un petit nombre de techniciens algériens.
17. Comte tenu de l'évolution ultérieure de la situation, on a établi une nette distinction entre les études techniques spécialisées nécessaires à l'exécution (emplacement et gestion) et les études générales nécessaires auxquelles avaient pris part des producteurs d'acier expérimentés.
18. Les négociations avec les fournisseurs et les entrepreneurs s'amorcent généralement sur la base d'un appel d'offre. Il est devenu de plus en plus clair que l'élaboration minutieuse de l'idée de projet et des prescriptions techniques de l'avis de soumission constituait une garantie minimum à l'aboutissement des négociations.

19. Entre 1964 et 1968, l'exécution de projets revenait entièrement à des bureaux d'études techniques. Par la suite, la gestion de projets, appelés stratégie de projets (stratégie d'exécution, élaboration et négociation des contrats, contrôle budgétaire, coûts et échéances), a été réservée à des équipes panafricaines.

20. Le démarrage des premières installations a été généralement difficile en raison du manque d'expérience du personnel de production et du fait que les services d'entretien et de réparation ont été immédiatement utilisés à une trop grande capacité. Des mesures ont été donc prises en vue de renforcer considérablement les moyens de réparation (ateliers d'entretien, augmentation des stocks de réserve, une gestion plus rigoureuse des stocks de pièces) et de rationaliser les méthodes d'utilisation du matériel (programmation opérationnelle, méthodes normalisées, etc.).

21. La production réelle a été souvent inférieure au niveau prévu, néanmoins, le rendement annuel moyen par ouvrier dans l'aciérie d'El Hadjar, est passé de 38 tonnes par an en 1976 à 76,2 tonnes par an en 1979.

22. Entre 1966 et 1978, 15 000 ouvriers ont reçu une formation en matière sidérurgique; seuls 2 000 d'entre eux ont été formés à l'étranger. Les activités de formation s'effectuaient cependant de façon quasi-permanente, en raison du taux élevé de rotation du personnel technique.

23. L'expérience acquise au cours des 12 dernières années permet maintenant de se servir du savoir faire algérien et d'énoncer de façon plus concrète les problèmes ayant trait au transfert de technologie. A cette fin, une nouvelle "Direction de la recherche appliquée" a été mise en place en 1980.

24. A l'issue de cet exposé, les représentants ont demandé des renseignements sur la rentabilité de cette activité. Le consultant algérien a répondu que pour son Gouvernement, la mise en place de cette industrie répondait non pas à un souci d'ordre financier, mais à des considérations d'ordre macro-économique. En effet, l'ampleur du phénomène sidérurgique devrait avoir des retombées sur l'ensemble de l'économie nationale.

25. Par ailleurs, les représentants ont demandé au consultant algérien d'indiquer la qualité de fer et d'acier exportée par l'Algérie et les incidences de la production sidérurgique sur les autres secteurs de l'économie, notamment l'agriculture. Il a répondu que l'Algérie n'exportait ni l'un ni l'autre, l'exportation ne faisant pas partie de la stratégie adoptée en la matière. En ce qui concerne les incidences de l'industrie sidérurgique, il a fait remarquer que la fabrication de tuyaux pour les hydrocarbures, domaine où l'Algérie est pratiquement autosuffisante, a été le domaine où les incidences de l'industrie sidérurgique ont été les plus perceptibles.

26. La dernière partie des débats a été consacrée aux questions ci-après : choix entre technologie à forte intensité de main-d'oeuvre et technologie à forte intensité de capital : achat de matériel et d'équipement; études de faisabilité; mobilisation des ressources financières; production des plats laminés et des étirés; recrutement de la main-d'oeuvre qualifiée et formation; et toutes erreurs commises au premier stade de la mise en place du complexe sidérurgique.

27. En ce qui concerne le choix de technologie, le consultant a déclaré que l'industrie sidérurgique se prête mal à une forte intensité de main-d'oeuvre. Par ailleurs, il a précisé que le choix de technologie ainsi que l'achat de matériel et d'équipement se faisaient avec l'assistance de producteurs bien connus qui ont servi en qualité de conseillers en processus sans liens de dépendance vis-à-vis des fabricants étrangers de matériel et d'équipement sidérurgiques.

28. En ce qui concerne les études de faisabilité du complexe sidérurgique, l'Algérie a instauré des liens avec des ingénieurs-conseils ou de producteurs sidérurgiques bien connus, lesquels prêtaient leurs concours en ce qui concerne certaines questions telles que le choix de technologie et les prescriptions techniques.

29. En ce qui concerne la mobilisation des ressources financières pour le complexe sidérurgique, le consultant a déclaré que malgré le coût élevé des investissements, le Gouvernement avait fourni les fonds nécessaires, étant donné que ces investissements devaient également bénéficier aux autres secteurs. Le Gouvernement a donc garanti la plus grande partie des fonds obtenus des fournisseurs ainsi que les prêts contractés auprès de l'euro-marché. D'autres fonds ont été obtenus aux termes d'accords bilatéraux au niveau du Gouvernement.

30. En ce qui concerne les laminés, l'Algérie avait commencé par la fabrication des plats laminés plutôt qu'avec la fabrication de produits marchands, méthode pratiquée généralement par d'autres pays en développement. On a estimé que le laminage offrait, dans le traitement en aval de l'acier, davantage de possibilités que la fabrication des étirés.

31. En ce qui concerne le recrutement de main-d'oeuvre qualifiée et la formation le consultant a déclaré que ces deux questions faisaient l'objet d'un examen approfondi et que l'on avait retenu le principe de leur intégration au processus d'industrialisation. Au début, l'Algérie avait recours à l'assistance extérieure en matière de formation. Elle dispose actuellement de ses propres centres de formation créés par la SNS qui en assure l'exploitation.

32. D'après ce consultant, la concentration de la plupart des activités sidérurgiques en un seul endroit, notamment la production des plats et des étirés ainsi que la fabrication des tuyaux, était l'une des erreurs les plus sérieuses. D'autres problèmes étaient dus à l'insuffisance de l'entretien, notamment préventif, à la pénurie de logements et à la faiblesse de l'infrastructure sociale, ce qui s'est traduit par un taux élevé de rotation de la main-d'oeuvre.

b) Examen des documents sur la position des pays

33. En présentant le document sur la position de son pays, le représentant du Zimbabwe a rappelé qu'un document détaillé avait été soumis à la première réunion, et décrit les matières premières de l'industrie sidérurgique dont dispose son pays (minerai de fer, corindon, minerai de chrome, charbon, pierres à calcaire et bauxite) ainsi que les principaux matériaux importés (ferro-alliages, mortiers réfractaires, pâte à électrode, spath-fluor, feldspath, manganèse, aluminium). Il a ensuite mentionné les établissements de formation existants ainsi que les moyens de transport constitués principalement par un réseau ferroviaire bien structuré donnant accès aux ports maritimes.

34. A la suite de cet exposé, on a cherché à savoir s'il y avait des plans d'agrandissement de l'aciérie du Zimbabwe. Le Représentant du Zimbabwe a répondu que cette possibilité avait été envisagée et que des négociations étaient en cours avec des ingénieurs-conseils représentant l'industrie sidérurgique luxembourgeoise afin de procéder à une étude de l'aciérie de Redcliff en vue de formuler des recommandations concernant sa modernisation éventuelle. Il a cependant souligné que l'exécution de ce projet était principalement entravée par le manque de devises. A cet égard, il a indiqué que le coût des principales rénovations envisagées avait été estimé à plus de 150 millions de dollars des Etats-Unis. Le représentant du Zimbabwe a ajouté que le problème de flux de capitaux était devenu d'autant plus difficile à résoudre que le cours actuel de l'acier sur le marché mondial était bas. Par ailleurs, la demande sur le marché local d'articles tels que les profilés pour la fabrication de fenêtres dépassait actuellement la capacité de cette petite aciérie. A ce propos, il a indiqué que la ZISCOSTEEL produisait environ 800 000 tonnes par an dont 70 p. 100 étaient exportés vers des marchés situés à l'extérieur de l'Afrique à des prix qui étaient généralement inférieurs aux coûts de production.

35. Le représentant éthiopien a présenté le document sur la position de son pays. Il a décrit la structure de l'industrie sidérurgique en Ethiopie et en a fait ressortir l'importance et a informé la Réunion sur la structure des importations des produits connexes. Il a également précisé que le pays disposait des matières premières et des sources d'énergie et a rappelé le développement planifié de l'industrie sidérurgique. Il a ensuite mentionné les moyens de formation de main d'oeuvre dont disposait son pays, ainsi que les possibilités de coopération en matière d'industrie sidérurgique dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe.

36. Au cours des débats, et en réponse à une question concernant la provenance des importations des matières premières de l'industrie sidérurgique utilisées en Ethiopie, le représentant de ce pays a précisé que la plupart de ces matériaux provenaient de l'Europe et du Japon. A la question de savoir dans quelle mesure les importations de machines agricoles contribuaient à la satisfaction des besoins du pays, il a répondu que tout le matériel moderne était importé et que seuls quelques articles, surtout des outils à main, étaient fabriqués localement.

37. En résumant le document sur la position du Kenya en matière de développement de l'industrie sidérurgique, le Secrétariat a attiré l'attention de la Réunion sur le projet national employant, avec du charbon de bois, la technique du haut fourneau et du convertisseur à l'oxygène. Ce projet comportait la mise en place d'un complexe sidérurgique pour la fabrication des plats à Mombassa. Un rapport intérimaire a été établi en 1980 et, sur cette base, une étude complète de faisabilité dont le rapport devrait être prêt d'ici janvier 1982, avait été commandée. Par ailleurs, le document définit, dans leurs grandes lignes, les domaines de coopération et de collaboration en ce qui concerne les matières premières, l'énergie et la commercialisation des produits finis.

38. En résumant le document sur la position du Mozambique et de la Zambie, le Secrétariat a signalé que le gouvernement mozambicain était d'avis que les mécanismes bilatéraux et multilatéraux déjà existants tels que les accords bilatéraux, la ZEP et le Southern African Development Economic Committee (SADEC) offraient bien des possibilités de coopération. La coopération dans le domaine de matières premières, de produits intermédiaires et de produits finis a été jugée possible.

39. A la suite des entretiens qui ont eu lieu avec les responsables zambiens, on a conclu qu'il convenait de fonder la coopération sur des dispositifs pratiques et mutuellement avantageux tels que la coopération en matière d'échange de matières premières, de produits intermédiaires et de produits finis. Au début, il convient, dans la mesure du possible, faire preuve de modération et d'esprit pratique et tenir compte de la taille des marchés de la sous-région.

40. Le représentant de l'Ouganda a présenté le document sur la position de son pays. Il a évoqué les principaux problèmes qui se posaient au complexe sidérurgique ougandais et a brossé un tableau de l'industrie sidérurgique de son pays, constituée par un complexe sidérurgique de recyclage de ferraille à Jinja, lequel fonctionnait à environ 20 p. 100 de sa capacité. Il a fait observer que la ferraille et les pierres à chaux pouvaient être obtenues sur place, mais qu'une grande partie des matières premières nécessaires à l'élaboration de l'acier (ferro-alliages), **fondants** électrodes, réfracteurs, etc.) était importée. Il a précisé que le pays disposait de deux établissements de formation qui assuraient une formation technique générale, mais qu'il n'existait pas d'établissement spécialisé en matière de techniques sidérurgiques.

41.. En réponse aux questions posées au cours du débat qui s'en est suivi, le représentant de l'Ouganda a fourni d'autres précisions. A ce propos, il a précisé que le pays disposait d'installations de tréfilage, mais que leur capacité était insuffisante et qu'il fallait importer pour suppléer à la production locale. Il a également indiqué que les réserves prouvées en hématites qui existaient dans la seule région de Muko étaient estimées à plus de 30 millions de tonnes, la teneur en fer étant de 60 à 68 p. 100, et que l'on continuait à faire des travaux d'exploitation. Par ailleurs, il a confirmé que l'Ouganda fabriquait également des tubes électriques.

42. Le représentant tanzanien a résumé le document sur la position de son pays. Il a attiré l'attention de la Réunion sur l'existence de matières premières de base qui ont fait l'objet d'une série d'études tendant à prouver leur viabilité technique. Il a souligné que le problème de financement constituait l'obstacle majeur que la République-Unie de Tanzanie devait surmonter afin de mettre en place une industrie sidérurgique, l'infrastructure devant absorber la part la plus importante des investissements. Il a indiqué qu'il n'existait pas d'installations de production de fonte, mais qu'il existait des installations de production d'acier au moyen de fours électriques et d'oxydation par ferraille à coulée continue et à lamincir.

43. En ce qui concerne les établissements de formation, il a précisé qu'il en existait trois : la Faculté d'Ingénieurs de l'Université de Dar-es-Salaam, le Collège d'enseignement technique de Dar-es-Salaam et celui d'Arusha.

44. Le représentant tanzanien a fait remarquer que la formation de la main-d'oeuvre locale, la recherche-développement commune, la commercialisation de produits finis et la construction commune, de réseau de transport, pourraient constituer les principaux domaines de coopération entre les Etats de la sous-région.

Présentation des questions en suspensa) Problèmes de transport qui se posent dans l'industrie sidérurgique et pour les matières premières et les produits /point 6 (a) de l'ordre du jour/

45. Le représentant de la Division des transports de la CEA a présenté une note d'information (document No. INR/I&S/2/WP/5) intitulé "Moyens de transport pour le développement intégré de l'industrie sidérurgique des pays du MULPOC de Lusaka". En donnant un aperçu sur l'infrastructure sous-régionale de transport existante ou envisagée, il a mentionné les quatre modes de transport (routes, chemin de fer, voies d'eau intérieures et navigation) qui, dans des conditions bien déterminées, pourraient servir au transport, à l'échelle sous-régionale, des matières premières et des produits finis de l'industrie sidérurgique.

46. Il a brièvement analysé l'état des installations existantes de ces modes de transport et donné des précisions sur les projets et les activités en matières de transport dont on envisage le lancement dans le cadre du Programme de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications. Pour conclure, il a déclaré que seule une enquête de faisabilité détaillée sur le transport fournirait une réponse définitive à la question de transport en ce qui concerne la création envisagée d'une industrie sidérurgique intégrée dans la sous-région.

47. A l'issue de cet exposé, le débat s'est axé sur les questions ci-après : capacité de la ligne, différents types de voies, normalisation du réseau ferroviaire, limitation de poids, mouvement des wagons, capacité d'accueil des ports et collecte des données complètes sur les moyens de transport qui existent en Afrique.

48. Les représentants ont estimé qu'il était impérieux d'effectuer une étude détaillée sur les moyens de transport existants ou envisagés dans la sous-région, étant donné que la question de transport est d'une importance cruciale au développement intégré de l'industrie sidérurgique dans la sous-région.

b) Cadre de coopération et principes de base pour la coopération
(point 6 (b) de l'ordre du jour)

49. En présentant les documents INR/I&S/2/WP/4 et INR/I&S/2/WP/4/Corr, &Add.1, le Secrétariat a exposé, dans leurs grandes lignes, le cadre de coopération et ses principes de base. La Réunion a examiné les documents paragraphe par paragraphe, en procédant à des rectifications et des modifications des chiffres statistiques de base. La Réunion a ensuite examiné les options en matière de coopération présentées dans les documents.

50. Au cours du débat qui s'en est suivi, il a été convenu que le programme envisagé de coopération en matière de développement de l'industrie sidérurgique dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe devrait porter sur toutes les opérations allant de l'élaboration de la fonte jusqu'au relaminage.

51. Au cours de l'examen des options offertes à court terme, l'accent a été nettement mis sur la nécessité de la rénovation, modernisation, extension et diversification des installations existantes d'élaboration de l'acier et de relaminage, en vue de répondre aux besoins des marchés nationaux en produits marchands. A ce propos, le Secrétariat a évoqué la notion d'intégration en amont et indiqué que cette approche permettait la construction d'usines de relaminage des étirés et des plats. Avant l'installation d'unités d'élaboration de l'acier, soit à des endroits prévus pour des usines sidérurgiques intégrées, soit à des endroits prévus pour des usines de relaminage non intégrées. Il faudrait prévoir dans les plans de développement de l'industrie sidérurgique 5 à 10 ans entre la commande des usines de relaminage et la construction d'unités d'élaboration de la fonte et de l'acier.

52. En ce qui concerne l'option offerte à court terme, la Réunion a proposé que les Etats membres coopèrent avec le Secrétariat de la CEA en matière de collecte des données sur les besoins de la sous-région en produits sidérurgiques, données que la ZISCOSTEEL (Zimbabwe) devrait utiliser dans la planification de ses travaux pour le court terme.

53. Le débat concernant l'option à long terme s'est axé sur :

- i) la nécessité d'adapter la capacité des projets nationaux;
- ii) la coopération en matière de programmes de production et de gamme des production;
- iii) la coopération en matière d'échange de matières premières (minerai de fer, boulettes et éponge de fer), d'énergie et d'agents réducteurs (charbon et coke)

54. Il a été convenu que l'option comportant l'échange de matières premières et de produits intermédiaires (boulettes, éponge de fer, fontes et billettes), d'énergie et la production d'une gamme de productions modifiée dans les projets nationaux fournirait les bases d'un accord souple et permettrait de satisfaire les besoins globaux de la sous-région. A cette fin, il a été convenu qu'au cours des négociations sur les questions de fond qui devaient avoir lieu dans l'avenir, il conviendrait d'étudier attentivement les méthodes techniques à adopter, la gamme de produits à prévoir, le type de laminoirs à installer et/ou à agrandir, la normalisation des produits, ainsi que les moyens de parvenir à un accord commun à ce sujet entre les Etats de la sous-région.

c) Modalités de coopération proposées pour la mise en oeuvre des projets multinationaux (point 6 (c) de l'ordre du jour)

55. Le représentant du Secrétariat de la CEA a présenté le point 6 (c) de l'ordre du jour et évoqué les différentes modalités de coopération qui pourraient être examinées. Il s'agissait de chacun des éléments ou d'une combinaison des éléments ci-après : échange ou achat de matières premières; production de l'usine ou de la société du pays d'accueil; prise de participation minoritaire ou majoritaire et achat de la production de l'usine ou de la société multinationale

gérée soit par le pays d'accueil, soit par les Etats membres intéressés, soit en tant que filiale de la société africaine multinationale. Le représentant a ensuite souligné la nécessité de mettre en place une société métallurgique sous-régionale en Afrique. Il a évoqué les avantages que représentait une telle société de holding autonome qui pourrait couvrir toutes les activités des entreprises, notamment en matière de planification, de promotion et d'exécution des projets sidérurgiques dans la sous-région.

56. Pour conclure, le représentant du Secrétariat de la CEA a attiré l'attention des participants sur le fait que la société métallurgique sous-régionale envisagée pourrait coordonner les activités ayant trait au développement de l'industrie sidérurgique dans la sous-région, et mobiliser et orienter les ressources en vue d'atteindre les buts et objectifs prévus dans l'option à long terme concernant le programme de développement de l'industrie sidérurgique dans la sous-région.

57. Au cours du débat qui s'en est suivi, les participants ont procédé à un échange de vue sur les avantages des cinq différentes modalités de coopération pour en arriver à la conclusion que cette société servirait les Etats membres, individuellement ou collectivement grâce à : a) l'acquisition de technologie et de savoir-faire; b) l'acquisition de biens marchands, de matières premières, et de services de gestion; c) la production; d) la commercialisation et la distribution; e) la recherche - développement; f) la formation et l'utilisation de la main-d'oeuvre. Compte tenu des avantages que cette société pourrait fournir aux Etats membres, la Réunion a fait sienne l'idée de créer une société métallurgique sous-régionale en Afrique.

58. Il a été également proposé qu'en décidant des produits à fabriquer à partir des matières premières localement disponibles, une attention devrait être accordée à la nécessité d'importer d'autres pays de la sous-région des facteurs de production en vue de remplacer les facteurs de production en provenance d'autres pays extérieurs à la région. A cet égard, il a été convenu que les Etats membres devraient élaborer des accords de coopération en ce qui concerne le rôle spécifique de la société ZISCOSTEEL (Zimbabwe) dans la mise en oeuvre de l'option à court terme.

59. Tout en reconnaissant que la création de cette société prendra forcément du temps, la Réunion a convenu qu'il fallait mettre en place un comité chargé du développement de l'industrie sidérurgique en Afrique de l'Est et en Afrique australe, et de mener certaines activités préparatoires et de publicité jugées nécessaires au cours de la période transitoire. A cet égard, il a été noté que ce comité devrait remplacer le comité ad hoc dont on avait recommandé la création au cours de la première réunion.

D. RECOMMANDATIONS ADRESSEES A LA CINQUIEME REUNION DU CONSEIL DES MINISTRES DU MOLTCC DE LUSAKA

Domaines de coopération

a) Option à court terme

60. Le principe de base de cette option à court terme est l'adoption de la stratégie de l'intégration en amont pour la mise en oeuvre des projets nationaux prévus

pour la sous-région et en vue de répondre aux besoins des marchés nationaux en produits marchands. A cette fin :

- i) il est recommandé que les Etats membres de la sous-région disposant d'installations d'élaboration de l'acier et de relaminage dont la capacité de production demeure insuffisante ou sous-utilisée, devraient lancer immédiatement des programmes de rénovation, de modernisation, d'extension et de diversification des installations existantes;
- ii) au cas où des usines de relaminage n'existent pas, on en recommande la construction avant l'installation d'unités d'élaboration de l'acier et de la fonte dans les complexes sidérurgiques envisagés;
- iii) en vue de parvenir à la mise en pratique de ces propositions, il est impérieux que tous les Etats membres procèdent à une étude approfondie sur la possibilité de créer des industries locales fondées sur l'exploitation des produits des usines sidérurgiques de l'Etat en question ou d'un autre Etat de la sous-région, le but étant de fabriquer des substituts aux produits sidérurgiques importés;
- iv) compte tenu de ce qui précède, il est par ailleurs recommandé que soient conclus des accords en ce qui concerne l'éventuelle utilisation par les états de la sous-région de la capacité de production de fonte, de billettes et de laminage, capacité non-utilisée par la ZISCOSTEEL du Zimbabwe, en vue de maximiser la capacité de leurs usines d'élaboration de l'acier et de laminage.

b) Option à long terme

61. En vue de permettre aux Etats membres souhaitant accélérer l'exécution de projets sidérurgiques de ce faire sans attendre pour autant que les facteurs locaux de production soient disponibles, mis en valeur et prêts à être exploités dans la production de l'acier brute :

- i) il est recommandé que les Etats membres devraient engager des consultations débouchant sur l'ouverture de négociations sur la collaboration en matière d'exploitation, d'approvisionnement et d'échanges d'énergie, de matières premières et de produits intermédiaires tels que les boulettes, l'éponge de fer et la fonte pour l'industrie sidérurgique, le but étant de modifier la gamme des production sidérurgiques des projets nationaux afin de répondre aux besoins de la sous-région;
- ii) il est par ailleurs recommandé que la production de facteurs de production spécialisés en ce qui concerne l'élaboration de produits sidérurgiques tels que les réfracteurs, les fondants, les ferro-alliages et les électrodes, fasse l'objet de consultation et de négociations.

62. Les dispositions susmentionnées permettraient une utilisation optimale des ressources, une exploitation maximum des avantages comparés et la réalisation rapide des objectifs d'industrialisation autonome, auto-entretenu et intégrée, objectifs préconisés par le Plan d'action de Lagos.

Modalités de la coopération

63. Etant donné qu'il faut des véritables consultations et une coordination des politiques et des décisions portant sur la mise en oeuvre de l'option à long terme concernant le développement de l'industrie sidérurgique dans la sous-région, il est recommandé que :

a) au niveau national, les Etats membres ayant élaboré des plans pour le développement de l'industrie sidérurgique, oeuvrent pour la mise en place d'un organisme chargé de promouvoir et de développer l'industrie sidérurgique au niveau national et d'assurer avec les autres Etats membres la coordination des activités relatives au développement de l'industrie sidérurgique;

b) au niveau sous-régional, qu'un mécanisme institutionnel soit mis en place sous la forme d'une société métallurgique sous-régionale (qui soit propriété exclusive des Etats membres parties à l'accord) gérée en tant que société trans-nationale africaine ou en tant que société de holding ayant le statut et les pouvoirs de gérer et de coordonner les investissements portant sur les programmes de projets au titre de l'option à long terme. Outre la planification et l'exécution de projets, elle devrait coordonner les activités de ses filiales, mobiliser et orienter les ressources afin de parvenir à une efficacité globale en ce qui concerne :

- i) l'acquisition de technologie et de savoir-faire;
- ii) l'acquisition de biens marchands, de matières premières et de services de gestion;
- iii) la production;
- iv) la commercialisation et la distribution;
- v) la recherche - développement;
- vi) la formation et l'utilisation de la main-d'oeuvre.

Mesures consécutives

a) Au niveau national

64. Il revient en premier lieu aux Etats de la sous-région, individuellement ou collectivement, de planifier, de promouvoir et de mettre en oeuvre le développement de l'industrie sidérurgique. Vu l'étroitesse du marché national, mais aussi les énormes besoins de capitaux, de main-d'oeuvre qualifiées et d'infrastructure de l'industrie sidérurgique qui dépassent d'ordinaire les moyens et capacités de

tous les pays, il est impérieux que les Etats membres coopèrent entre eux. En vue de faciliter cette coopération, il est recommandé que les Etats membres devraient effectuer, au niveau national, notamment les activités ci- près :

- i) Mise en place, s'il y a lieu, d'un mécanisme institutionnel national tel qu'une société métallurgique nationale ou un organisme analogue, afin de servir d'organisme central de planification, de promotion, de mise en oeuvre et d'exploitation de projets et d'usines métallurgiques et d'instaurer des liens de coopération entre les Etats membres
- ii) Réalisation d'études de marché détaillée portant notamment sur l'identification de facteurs de production que peut fournir la société ZISCOSTEEL du Zimbabwe pendant cette période transitoire, en attendant la mise en place d'une capacité de production sidérurgique supplémentaire dans la sous-région.
- iii) Réévaluation et/ou détermination de l'exactitude des renseignements existants sur les gisements miniers et les sources d'énergie nécessaires au développement de l'industrie sidérurgique et réexamen des politiques existantes en ce qui concerne le rôle de l'Etat.
- iv) Planification de la formation de la main-d'oeuvre et organisation de programmes de formation à l'intention d'un noyau de cadres qui seront chargés de l'élaboration, de la promotion et de l'exécution des projets sidérurgiques.
- v) Etude des moyens permettant de créer des co-entreprises à l'intérieur de la sous-région.
- vi) Etudes sur les possibilités d'acquisition de fonds en vue d'effectuer des études et des activités de préinvestissement.
- b) Au niveau sous-régional (mesures à prendre par le Comité chargé du développement de l'industrie sidérurgique en Afrique de l'Est et en Afrique australe)

65. En raison du délai plus ou moins long pour réunir les conditions préalables à la mise en place des mécanismes institutionnels nationaux et multinationaux envisagés, le Comité chargé du développement de l'industrie sidérurgique en Afrique de l'est et en Afrique australe dont la création a été recommandée doit être considéré comme provisoire. Les attributions de ce Comité comportent :

- i) La coordination des activités nationales relatives au développement de l'industrie sidérurgique dans la sous-région qui consiste à :
 - 1) aider les Etats membres à élaborer des accords de coopération (option à long terme) notamment entre le Zimbabwe et les autres Etats membres, portant sur l'exploitation des facteurs de production fournis par la société (ZISCOSTEEL) (option à court terme);

- 2) rassembler, auprès des diverses sources, et diffuser les informations actualisées sur les techniques sidérurgiques et les besoins connexes d'investissement et de main-d'oeuvre concernant les différentes capacités de production applicables à la sous-région;
- 3) étudier les possibilités de création de co-entreprises, le cas échéant, les exploiter à l'intérieur ou à l'extérieur de la sous-région;
- 4) étudier les moyens d'acquiescer les fonds nécessaires aux études et activités de préinvestissement.

ii) l'identification et la promotion de la création et/ou le renforcement des institutions existantes telles que :

- 1) une société métallurgique sous-régionale chargée d'exécuter les tâches proposées au titre du point de l'ordre du jour sur les modalités de la coopération;
- 2) recherche sur la métallurgie dans la sous région, établissements de perfectionnement et de formation;
- 3) mécanismes pour la prospection commune de matières premières, exploration et exploitation.

iii) recommandations relatives au comité.

66. Les recommandations ci-après se rapportent à certains aspects de la composition du comité envisagé :

- 1) tous les Etats membres peuvent appartenir au comité.
- 2) chaque Etat membre désignera un représentant officiel pour siéger au comité et servir d'agent de liaison au niveau national;
- 3) le représentant désigné peut être représenté et/ou accompagné de spécialistes/ou d'experts en la matière;
- 4) pour être choisi comme représentant, il faut remplir les conditions ci-après :
 - être directement responsable de la planification, du développement et/ou de l'exploitation des projets et des industries sidérurgiques ou métallurgiques;
 - avoir des connaissances techniques et une expérience en matière d'industrie métallurgique;
 - être responsable du développement industriel dans un pays n'ayant pas d'industrie métallurgique.

- iv) le quorum sera constitué par six pays.
- v) les Etats membres payeront les frais de voyage et de subsistance de leurs représentants.
- c) Mesures à prendre par la CEA

67. La CEA continuera à fournir son assistance et son appui à la promotion et au développement de l'industrie sidérurgique dans la sous-région en :

- i) organisant la première réunion du Comité chargé du développement de l'industrie sidérurgique en Afrique de l'Est et en Afrique australe dont on envisagera la création;
- ii) accordant un appui technique au Comité envisagé;
- iii) effectuant une étude détaillée sur le réseau de transport existant ou prévu en accordant une attention particulière au réseau ferroviaire qui existe dans la sous-région.
- d) Mesures à prendre par le bureau de la première et de la deuxième réunions intergouvernementales d'experts sur la mise en place d'une industrie sidérurgique dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe

68. En vue de faciliter le suivi des activités et la transition entre la composition actuelle du Comité et celles du Comité proposé, il est recommandé que :

- i) Le Président de la réunion présente le rapport des deux réunions à la cinquième réunion du Conseil des ministres du MULPOC de Lusaka /Salisbury (Zimbabwe), 17-25 mars 1982/;
- ii) Le Président et le Rapporteur des deux réunions aident la CEA à assurer l'organisation et les services de la première réunion du Comité chargé du développement de l'industrie sidérurgique dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe.

E. ADOPTION DU RAPPORT ET CLOTURE DE LA REUNION

69. Le projet de rapport de la deuxième réunion intergouvernementale des experts sur la mise en place d'une industrie sidérurgique dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique a été adopté sous sa forme modifiée. Après une dernière intervention, le Président a levé la séance à 11 h 20, le vendredi 4 décembre 1981.